



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 452 – 1^{er} juillet 2022

Zoom sur le World Investment Report 2022 de la CNUCED

Des flux mondiaux d'IDE en forte hausse en 2021

Les flux mondiaux d'IDE [ont atteint](#) 1 580 Mds USD en 2021, en hausse de 64% par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2020 (998,9 Mds USD), grâce à des conditions de financement souples et d'importants plans de relance à travers des investissements en infrastructure, permettant ainsi une croissance rapide du financement de projets internationaux.

Hausse des IDE en Afrique en 2021, à l'instar des autres régions du monde

Niveau des IDE en Afrique de l'Ouest (en M USD)

Pays	Flux - Entrées		Stocks - Entrées	
	2020	2021	2010	2021
Bénin	174	242	604	2 845
Burkina Faso	-102	137	354	2 670
Cap-Vert	74	118	4 745	2 453
Côte d'Ivoire	713	1 382	6 978	12 821
Gambie	190	252	323	915
Ghana	1 876	2 614	10 080	41 021
Guinée	176	173	486	5 088
Guinée-Bissau	21	24	63	316
Libéria	87	46	10 206	8 929
Mali	537	660	1 964	6 407
Mauritanie	928	22	2 372	9 995
Niger	361	755	2 251	8 275
Nigéria	2 385	4 844	66 797	91 857
Sénégal	1 846	2 232	1 699	10 505
Sierra Leone	135	218	482	2 438
Togo	-59	130	565	1 912
Afrique de l'ouest	9 340	13 849	109 968	208 446
Afrique	38 952	82 991	623 756	1 026 320

Source : CNUCED

LE CHIFFRE À RETENIR

+48%

La hausse des flux d'IDE en Afrique de l'Ouest en 2021 selon la CNUCED

À l'instar du reste du monde, l'Afrique a enregistré **une hausse des entrées d'IDE en 2021, de près de 113%**, à 83 Mds USD, soit 5,2% des IDE au niveau mondial. Cependant, ce montant a été gonflé par une seule transaction financière intra-entreprise en Afrique du Sud au cours du second semestre 2021 ; si l'on exclut cette transaction, l'augmentation en Afrique est modérée (+17,2%). Par ailleurs, en termes **de stock d'IDE**, les investisseurs européens sont restés de loin les principaux détenteurs d'actifs étrangers en Afrique, avec en tête le Royaume-Uni (65 Mds USD) et la France (60 Mds USD).

L'Afrique de l'Ouest a pour sa part affiché une **hausse de 48% des entrées d'IDE, qui s'établissent** à 13,9 Mds USD en 2021 (soit 16,7% des IDE du continent). **C'est la 2^{ème} zone géographique** récipiendaire, **derrière l'Afrique australe (50,9%), mais devant l'Afrique Centrale (11,3%), l'Afrique du Nord (11,2%) et l'Afrique de l'Est (9,8%).**

Cette évolution est tirée principalement par la forte hausse (en valeur) des IDE enregistrée au Nigéria

(+2 452 M USD), au Ghana (+738 M USD) et en Côte d'Ivoire (+669 M USD). Hors Nigéria – Ghana, le Sénégal demeure le 1^{er} récipiendaire d'IDE, suivi de la Côte d'Ivoire (1 382 M USD) et du Niger (755 M USD). Cependant, 3 pays ouest-africains enregistrent une baisse des IDE en 2021, à savoir la Mauritanie (-906 M USD), le Libéria (-41 M USD) et la Guinée (-3 M USD).

Les flux mondiaux d'IDE devraient baisser en 2022, ou au mieux rester stables

La guerre en Ukraine, qui vient s'ajouter aux effets persistants de la pandémie, a impacté significativement l'environnement des affaires internationales et des investissements transfrontaliers. La triple crise alimentaire, énergétique et financière qui menace de nombreux pays du monde, entraîne l'incertitude chez les investisseurs. Dans l'ensemble, la CNUCED prévoit que la dynamique de croissance de 2021 ne pourra pas être maintenue et que les flux mondiaux d'IDE en 2022 suivront probablement une trajectoire décroissante, restant au mieux stables.

Régional

Vers la création de la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique

Le 27 juin 2022, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) la création de la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique. Cette dernière aura entre autres pour objectif de : (i) promouvoir et de négocier les intérêts du secteur pharmaceutique africain auprès des multinationales, en vue du partage des technologies, du savoir-faire et des procédés brevetés ; (ii) renforcer les compétences professionnelles, l'écosystème de la recherche et de développement, et d'améliorer les capacités de production des usines. Cette décision s'inscrit dans le cadre du plan d'action pharmaceutique "Vision 2030" de la BAfD, qui prévoit de consacrer 3 Mds USD sur 10 ans, à la fabrication de produits pharmaceutiques et de vaccins sur le continent. Pour rappel, l'Afrique importe plus de 70% de l'ensemble des médicaments dont elle a besoin, pour près de 14 Mds USD par an.

Engagement de l'UEMOA et de la BADEA à l'augmentation de capital de la BOAD

Le 24 juin 2022, le Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA, le Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et le

Directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) [ont signé](#) une déclaration tripartite d'engagement en faveur du succès du projet d'augmentation de capital de la BOAD. L'augmentation de capital envisagée est de 1,5 Md USD et permettra à l'institution d'accroître ses capacités de financement dans l'UEMOA.

2 M USD de la BAfD pour accélérer les réformes du secteur de l'électricité

Le 24 juin 2022, le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (du Groupe BAfD) [a approuvé](#) un don de 2 M USD pour une assistance technique qui permettra d'accélérer les réformes du secteur de l'électricité au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ce financement est destiné à l'Autorité régionale de régulation de l'électricité de la CEDEAO, avec pour objectif de stimuler le commerce transfrontalier de l'électricité et d'améliorer l'accès à l'énergie dans la région, à travers entre autres la réalisation d'études et le développement d'un système centralisé de gestion de base de données.

92 M USD additionnel en faveur du pastoralisme en Mauritanie et au Niger

Le 17 juin 2022, le Conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) un

financement additionnel de 92 M USD en faveur du **Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS-2)**. Ce financement appuiera les interventions d'urgence pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience, en réponse aux crises alimentaires auxquelles sont confrontés les éleveurs agropastoraux en Mauritanie (42 M USD et au Niger (50 M USD).

24 M USD de la SFI en soutien à 2 filiales de Vista Bank en Afrique de l'ouest

La Société financière internationale (SFI) [a conclu](#), par le biais de son Programme pour le financement du commerce mondial (GTFP), un partenariat avec le groupe bancaire Vista Bank, à travers lequel elle accordera un financement de 24 M USD aux filiales du groupe en Guinée et au Burkina Faso (12 M USD chacune). Ces fonds leur permettront de financer des importations de biens essentiels (denrées alimentaires, produits pétroliers, équipements...). La SFI apportera également un soutien technique à Vista Bank en vue de renforcer ses capacités en matière de gouvernance et de gestion des risques.

🇸🇵 Bénin

Création du Comité de développement touristique

Lors du Conseil des ministres du 22 juin 2022, le gouvernement [a annoncé](#) la création du Comité de développement touristique afin de promouvoir la destination Bénin qui se veut à terme l'une des plus prisées du continent africain. Le Comité a notamment pour mission l'analyse, la proposition, le suivi-évaluation et l'optimisation des domaines directs et indirects concourant à l'atteinte de cet objectif. Pour rappel, le pays verra bientôt l'ouverture d'un Club Méditerranée sur la commune de Ouidah ou encore d'un musée dans la ville d'Abomey qui exposera les œuvres de l'ancien royaume précolonial restituées par la France.

🇸🇵 Burkina Faso

Hausse de 17% en g.a. de la dette publique au 1^{er} trimestre 2022

Selon le [bulletin statistique N°2](#) de l'année 2022 de la dette publique, l'encours de la dette de l'administration centrale s'élève à 6 122,1 Mds FCFA (9,3 Mds EUR) à la fin du premier trimestre 2022, en hausse de 17,1% en glissement annuel. Il est constitué majoritairement par la dette intérieure (53,1%) qui s'élève à 3 249,1 Mds FCFA (5 Mds EUR) au 1^{er} trimestre 2022 (+20,7% en g.a.) et principalement constituée (85,3%) de titres publics. La dette extérieure s'établit à 2 873 Mds FCFA (4,4 Mds EUR) à fin mars 2022 (+13,4% en g.a.), soit 46,9% de l'encours. Elle se décompose comme suit : (i) 89,2% dû aux organismes multilatéraux ; (ii) 8,8% dû créanciers bilatéraux et (iii) 2% envers les banques commerciales. La part de la dette extérieure exposée risque de change (hors euro) est évaluée à 37%. Les principaux créanciers multilatéraux sont la Banque mondiale (49%) et la Banque africaine de développement (14%) tandis que les principaux créanciers bilatéraux sont la France (30,8%) et la Chine (14,9%).

Un plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables de 37 M EUR

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 28 juin 2022, le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques [a détaillé](#) les actions du Plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables, adopté le 18 mai 2022. D'un coût de 237,8 Mds FCFA (36,3 M EUR), ce plan prévoit entre autres : (i) la vente de 100k tonnes de céréales à prix réduits de 6 000 FCFA (9,1 EUR) le sac de 50 kg à travers 400 points de vente de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire ; (ii) la distribution de vivres aux personnes déplacées, (iii) l'acquisition d'aliments pour bétail, (iv) la distribution de cash aux ménages vulnérables. Pour rappel, on estime qu'environ 3,5 M personnes pourraient avoir besoin d'assistance alimentaire immédiate sur la période de juin à août 2022.

Cap-Vert

75% des exportations en mai 2022 issues des produits de la pêche

Selon [l'Institut national de la statistique](#) (INE), le déficit commercial du Cap-Vert s'est creusé à 8,4 Mds CVE (76,5 M EUR) en mai 2022, soit une augmentation de 50,2% en glissement annuel (g.a.). Cette évolution se justifie par la diminution des exportations de 21,7% en g.a. à 371 M CVE (3,4 M EUR), couplée à une progression des importations de 44,6% à 8,8 Mds CVE (79,8 M EUR). Les principaux produits exportés en mai 2022 ont été les préparations et conserves de poisson (74,8% du total), les vêtements (9,9%) et les chaussures (4,3%) tandis que les principaux produits importés étaient les carburants (17,8% du total), les réacteurs et chaudières (6,8%) et les produits ferreux (6,5%). Les principaux clients du pays étaient l'Espagne (56,3% du total des ventes), l'Italie (21,5%) et le Portugal (17,4%) tandis que les principaux fournisseurs étaient le Portugal (38,2% du total des achats), l'Espagne (7,9%) et les Emirats Arabes Unis (7,7%).

Côte d'Ivoire

Moody's maintient la note "Ba3" du pays et améliore la perspective à "positive"

Dans [un communiqué](#) publié le 27 juin 2022, l'agence de notation financière Moody's a annoncé le maintien de la note de long terme "Ba3" de la Côte d'Ivoire, tout en réhaussant sa perspective de stable à positive. Cette évolution se justifie par : (i) la résilience de l'économie, en lien avec l'accélération de sa diversification et son rythme de croissance soutenu (anticipé à 7% en moyenne au cours des 3 prochaines années selon l'agence) ; (ii) le renforcement du cadre institutionnel permettant une meilleure gestion des finances publiques, en lien avec les efforts soutenus du gouvernement pour la digitalisation et le recouvrement de nouvelles recettes. Toutefois, cette perspective est soumise à des risques baissiers parmi lesquels : (i) un

affaiblissement de la solidité budgétaire et (ii) la résurgence de tensions politiques et sociales.

La capacité de production de la centrale d'Azito augmentée de 180 MW

Le 27 juin 2022, le Premier Ministre [a procédé](#) à l'inauguration officielle de la nouvelle turbine à gaz d'une puissance de 180 MW de la Centrale thermique d'Azito. Cette infrastructure fait partie du projet d'extension de la centrale, dénommé Phase IV. Ce dernier consiste notamment en la construction d'une nouvelle unité à cycle combiné (2 turbines, dont l'une à gaz et l'autre à vapeur) d'une puissance totale de 253 MW. D'un coût global de 330 M EUR, cette Phase IV est financée à 20% par les actionnaires d'Azito et à 80% par des institutions internationales, dont la Société financière internationale et Proparco. Au terme des travaux, la capacité de la Centrale thermique d'Azito sera portée à plus de 700 MW, soit environ 30% de la puissance installée en Côte d'Ivoire.

Renforcement de la coopération avec l'Égypte dans le domaine agricole

Le 23 juin 2022, la Côte d'Ivoire et l'Égypte [ont signé](#) une déclaration d'intention de coopération agricole, en marge du Forum d'Assouan qui s'est tenu au Caire. Les axes de coopération couverts par cette déclaration d'intention sont : (i) la recherche et le développement de variétés culturales stratégiques, dont la plus importante est le riz ; (ii) la mécanisation agricole et l'utilisation de méthodes modernes dans l'agriculture et les transactions post et pré-récolte, et bénéficiaire de l'expérience égyptienne dans le domaine de la bonification des terres ; (iii) le renforcement des capacités et la formation ; (iv) la pêche et de la pisciculture. En outre, les deux pays entendent encourager les investissements conjoints dans le domaine agricole, à travers un soutien aux investisseurs. Enfin, il est prévu la formation d'un comité technique agricole conjoint des deux parties pour suivre la mise en œuvre de cette coopération.

JB Cocoa lance les travaux de construction de son usine de cacao

Le 23 juin 2022, le Ministre du commerce et de l'industrie [a présidé](#) la cérémonie de pose de la première pierre de l'usine de transformation de cacao du groupe singapourien JB Cocoa. D'un coût global de 60 M EUR, cette usine aura une capacité de transformation annuelle de 50 000 tonnes de fèves de cacao en beurre, masse et poudre de cacao et favorisera la création de 100 emplois directs. Prévu être opérationnelle fin 2024, cette infrastructure utilisera des énergies renouvelables et emploiera des processus de gestion des déchets responsables, à travers une unité de valorisation de biomasse et une station de traitement des eaux usées. En Côte d'Ivoire, le volume de cacao transformé est passé de 468 K tonnes en 2012-2013 à 619 K tonnes en 2020-2021, soit un peu moins de 30% de la production totale. L'objectif du gouvernement est d'atteindre un taux de transformation de 50% d'ici 2025.

Guinée

Une enveloppe de 105 M USD de la BAfD annoncée par le gouvernement

Dans [un communiqué](#) publié le 28 juin 2022, le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé avoir obtenu une enveloppe de 105 M USD de la Banque africaine de développement pour la réalisation de 3 projets dans les secteurs énergétique, agricole et routier. Dans le détail, ils concernent : (i) le Projet de développement de l'accès au marché du maïs et soja en Guinée (30 M USD) ; (ii) le Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en Guinée (70 M USD) et (iii) le Projet d'aménagement de routes dans l'espace "Union du fleuve Mano" (5 M USD).

Libéria

Lancement d'un projet de 9 M USD en soutien aux filières du riz et du manioc

Dans [un communiqué](#) publié le 22 juin 2022, le Ministère de l'Agriculture a annoncé le lancement d'un projet en faveur du développement des chaînes de valeurs des filières du riz et du manioc. Le projet est financé à hauteur de 9 M USD par Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement (BAfD), et est entièrement exécuté par le ministère. D'une durée de 5 ans, il sera mis en œuvre dans 6 des 15 comtés du pays et touchera plus de 40 000 agriculteurs. Il visera particulièrement : (i) l'amélioration de la productivité agricole et de l'accès au marché pour les petits exploitants ; (ii) le renforcement de la compétitivité grâce à la formation d'alliances productives.

Mauritanie

Signature d'une convention de 5 M USD avec le PNUD sur l'électrification rurale

Le 28 juin 2022, la Mauritanie et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) [ont signé](#) un protocole d'accord visant à intensifier l'électrification rurale du pays. Il est accompagné d'une convention de financement portant sur la mise en place d'un projet pilote, pour un montant total de 5 M USD. Ce projet vise à électrifier les zones rurales du pays par la mise en place de centrales solaires dans 10 villages. A la suite du projet pilote, 200 villages devraient être électrifiés. Pour rappel, le taux d'électrification en Mauritanie est de 47,3% en 2020, selon la Banque mondiale.

Lancement des activités du laboratoire BIOGARAN

Le 25 juin 2022, le laboratoire pharmaceutique français BIOGARAN, filiale du Groupe Servier, [a](#)

[annoncé](#) le lancement officiel de ses activités commerciales en Mauritanie. Bien que distribuant quelques médicaments dans le pays, BIOGARAN rendra désormais disponibles 11 médicaments et les distribuera dans les **pharmacies agréées par l'Etat**. L'entreprise souhaite pouvoir distribuer 10 nouveaux médicaments par an en Mauritanie.

🇳🇮 Niger

Approbation de la première revue du programme FEC avec le FMI

Le 29 juin 2022, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 1^{ère} revue du programme économique et financier du Niger au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), permettant ainsi le décaissement de 39,5 M DTS (52,6 M USD). **Selon l'institution, les performances du Niger dans la mise en œuvre du programme ont été globalement satisfaisantes.** Afin de donner au pays la marge budgétaire nécessaire pour répondre à la crise alimentaire et à la **détérioration de la situation sécuritaire, l'accord prévoit un assouplissement de l'objectif de déficit budgétaire** qui est projeté à 6,6% du PIB en 2022 (contre 5,4% du PIB prévu initialement). Selon le communiqué, les autorités demeurent toutefois engagées à revenir à la norme de déficit budgétaire de l'UEMOA en 2024.

Adoption d'une nouvelle loi minière

Le 29 juin 2022, l'Assemblée Nationale [a adopté](#) le projet de texte portant loi minière au Niger. Selon le gouvernement, la révision de la loi **devrait permettre de renforcer l'applicabilité de l'ancien cadre en le modernisant et en agrégeant les textes existants.** Par ailleurs, la loi, en **s'alignant sur les pratiques communautaires, vise le renforcement de la gouvernance et de la transparence des industries extractives ainsi qu'une meilleure prise en compte des préoccupations sociales, économiques et environnementales.**

Création de l'agence de réglementation du secteur pharmaceutique

Les autorités nigériennes [ont approuvé](#) le 29 juin 2022 la création de l'Agence nigérienne de réglementation du secteur pharmaceutique (ANPRP). La mission principale de cette nouvelle **agence est la coordination et la mise en œuvre effective de toutes les fonctions de réglementation du secteur pharmaceutique.** Cette création fait suite aux évaluations **conduites par l'OMS et l'UEMOA qui ont révélé que les structures actuellement chargées de mettre en œuvre les fonctions de réglementation pharmaceutique présentent des insuffisances.**

🇸🇳 Sénégal

Hausse des emplois bancaires de 15% en g.a. à fin mars 2022

Le Conseil national du crédit (CNC), tenu le 23 juin 2022, [a relevé](#) la situation globalement satisfaisante des établissements de crédits et des institutions de microfinance du pays. En effet, selon le CNC, les emplois bancaires ont enregistré une hausse de 15% en g.a à fin mars 2022 **pour s'établir à 8 963 Mds FCFA (13,7 Mds EUR).** Cette hausse est en lien avec la progression des crédits nets (+13,9% en g.a.) et des autres emplois bancaires (+17,1% en g.a.). En outre, le ratio de créances douteuses brutes s'est établi à 11,3% du total des créances à fin mars 2022, contre 13,3% un an plus tôt. Concernant le secteur de la microfinance, les institutions de grande taille ont également enregistré une hausse **d'activité** sur la même période, aussi bien au niveau des dépôts (+12,5% en g.a.) que des crédits (+10% en g.a.).

Nouvel appui de 61 M EUR de la BOAD

Le 24 juin 2022, le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal et le Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) [ont signé](#) 2 accords de financement d'un montant total de 40 Mds FCFA (61 M EUR). Dans le détail, cette enveloppe financera : (i) la

réalisation d'ouvrages d'assainissement dans 10 villes du pays (15 Mds FCFA ; 22,9 M EUR) et (ii) la construction de salles de classe en remplacement d'abris provisoires (25 Mds FCFA ; 38,1 M EUR).

Sierra Leone

Inflation à +24,9% en mai 2022 en g.a.

Selon l'institut national en charge de la statistique, le taux d'inflation en mai 2022 en glissement annuel (g.a.) s'est établi à 24,9%, contre 22,4% le mois précédent. Cette augmentation du niveau des prix se justifie principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+26,9% en g.a.), des services de restaurations et hôtels (+40,2% en g.a) et des transports (+37,5% en g.a.). En termes de répartition géographique, on constate que l'inflation est plus prononcée dans la région du Sud (+30,6% en g.a.) et l'est moins au Nord-Est (+19,2% en g.a.).

Décaissement de 21 M USD du FMI

Le 27 juin 2022, le Fonds monétaire international (FMI) a conclu la consultation 2022 au titre de l'article IV et achevé la 5^{ème} revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC) avec la Sierra Leone, permettant le décaissement de 15,6 M de

DTS (20,8 M USD). Selon le FMI, après s'être établie à 3% en 2021, la croissance devrait **légèrement s'accélérer** pour atteindre 3,5% en 2022, grâce à la hausse de la production de minerai de fer. L'inflation devrait atteindre 22% en moyenne sur l'année, reflétant l'augmentation des prix internationaux des carburants et des denrées alimentaires. Dans ce contexte, les importations et le service de la dette fragilisent le niveau des réserves de change du pays.

Togo

Lancement du projet de réforme foncière

Le 29 juin 2022, le Projet de réforme foncière pour l'accroissement de la productivité agricole (LRAP) a été officiellement lancé, à travers la signature d'un accord entre le Millennium Challenge Account (MCA) et le cabinet VNG International, chargé de la mise en œuvre des différentes activités. Financé à hauteur de 8 M USD par le MCA et prévu sur une période de 4 ans, il permettra : (i) l'amélioration de la sécurité du régime foncier sur le territoire et l'accroissement des investissements dans le secteur agricole ; (ii) l'assainissement du cadre réglementaire de l'application du code foncier et domanial.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international